

Brochure n° 3173

**Convention collective nationale**

IDCC : 1810. – **ENTREPRISES DE PROPRIÉTÉ**

AVENANT N° 8 DU 27 JUILLET 2009  
À L'ACCORD DU 25 JUIN 2002 RELATIF AUX CLASSIFICATIONS  
(ANNEXE I À LA CONVENTION)

NOR : ASET0950807M

IDCC : 1810

**PRÉAMBULE**

Les partenaires sociaux de la branche rappellent leur attachement au principe d'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes pour un travail et un parcours professionnel de même valeur.

Il est également rappelé l'obligation prévue par l'article L. 3123-8 du code du travail sur la priorité d'accès des salariés à temps partiel à des emplois à temps plein ainsi que les dispositions de l'article 6 de l'accord sur le temps partiel du 17 octobre 1997 « Priorité d'accès à un emploi à temps plein ».

Les partenaires sociaux engagent les entreprises du secteur à réfléchir sur les actions nécessaires visant à garantir l'égalité professionnelle en veillant notamment à un équilibre entre les salaires des femmes et des hommes et en mettant en œuvre toutes les mesures utiles pour remédier à ces disparités salariales avant le 31 décembre 2010. Par ailleurs, ils encouragent à une organisation du travail assurant la conciliation, dans la mesure du possible, entre le travail à temps partiel et la vie personnelle.

Les parties signataires conviennent des dispositions ci-dessous :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Périmètre*

Le présent accord s'applique sur l'ensemble du territoire français y compris les départements d'outre-mer.

## Article 2

### Grille applicable

En application de l'accord sur les classifications, annexe I à la convention collective nationale des entreprises de propreté, les partenaires sociaux signataires conviennent, sous réserve de l'article 3 ci-dessous, d'une augmentation des rémunérations minimales hiérarchiques.

Il est rappelé que la rémunération minimale hiérarchique est calculée pour chaque coefficient d'une filière donnée pour 151,67 heures en effectuant le calcul suivant :

Taux horaire  $\times$  151,67

Il est également rappelé les dispositions de l'article 4 au chapitre I<sup>er</sup> de l'accord sur les classifications : « Dans le cas où l'indice général national des prix à la consommation (hors tabac) publié par l'INSEE ferait apparaître, par rapport au dernier indice connu lors de la dernière négociation, une hausse en pourcentage supérieure au pourcentage d'augmentation de la rémunération minimale hiérarchique de l'AS1 résultant du dernier accord sur les rémunérations minimales hiérarchiques, les parties conviennent de se réunir dans un délai maximum de 3 semaines. »

Au cas où la valeur du SMIC au 1<sup>er</sup> janvier 2010 venait rattraper la valeur de l'AS1 colonne A applicable à la même date, les parties signataires conviennent de se réunir dans les 15 jours suivant la date de publication du SMIC au *Journal officiel*.

### Grille de salaires applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2010

#### Filière exploitation

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	TAUX HORAIRE
Maîtrise – MP	MP 5 (*)	15,91
	MP 4 (*)	14,73
	MP 3	13,20
	MP 2	11,90
	MP 1	11,25
Chef d'équipe – CE	3	11,21
	2	11,09
	1	10,48
(*) Assimilé cadre.		

NIVEAU	ÉCHELON	A	B
ATQS	3	10,87	11,09
	2	10,11	10,29
	1	9,58	9,74

NIVEAU	ÉCHELON	A	B
AQS	3	9,40	9,57
	2	9,30	9,48
	1	9,22	9,39
AS	3	9,17	9,34
	2	9,12	9,28
	1	9,08	9,23
A : propreté ou prestations associées. B : propreté et prestations associées (sous réserve d'exercice continu pendant 3 mois hors cas de remplacement).			

### *Filière administrative*

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	TAUX HORAIRE
Maîtrise – MA	MA 3 (*)	15,75
	MA 2	14,94
	MA 1	13,16
Employé – EA	EA 4	11,82
	EA 3	10,82
	EA 2	9,81
	EA 1	9,16
(*) Assimilé cadre.		

### *Filière cadre*

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	RÉMUNÉRATION mensuelle
Cadres – CA	CA 6	4 210,94
	CA 5	3 854,06
	CA 4	3 631,43
	CA 3	3 141,43
	CA 2	2 811,00
	CA 1	2 382,92

### **Article 3**

#### *Entrée en vigueur*

Les dispositions du présent accord n'entreront en vigueur qu'après publication de leur arrêté d'extension dans les conditions suivantes :

- à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2010 si l'arrêté d'extension du présent accord est publié au plus tard le 15 décembre 2009 ;
- à partir du 1<sup>er</sup> février 2010 si l'arrêté d'extension du présent accord est publié au plus tard le 15 janvier 2010 ;
- à partir du 1<sup>er</sup> mars 2010 si l'arrêté d'extension du présent accord est publié au plus tard le 15 février 2010.
- à partir du premier jour du mois suivant celui au cours duquel est publié l'arrêté d'extension, si cette publication intervient avant le 15 du mois.

Fait à Villejuif, le 27 juillet 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

FEP.

#### **Syndicats de salariés :**

FNPD CGT ;

FEETS FO ;

CSFV CFTC ;

FS CFDT ;

SNCTAN CGC.